



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











MARCHÉ PUBLIC SPS

**Mission de CSPS niveau 2 pour une opération
consistant au remplacement de la GBT, d'installation
de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE
pour la Caf de l'Isère**

N° du CCP : 2025CAF38L10A

Caf de l'Isère
3 Rue des alliés
TSA 38429
38051 GRENOBLE CEDEX 9

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Mission de CSPS niveau 2 pour une opération consistant au remplacement de la GBT, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	22 mois
	Reconduction	
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	5
3.1 - Conduite d'opération	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre	5
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie	5
3.5 - Contrôle technique	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Missions	6
6 - Durée et délais d'exécution	6
6.1 - Durée du contrat	6
7 - Prix	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
7.2 - Modalités de variation des prix	7
8 - Garanties Financières	8
9 - Avance	8
10 - Modalités de règlement des comptes	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement	8
10.3 - Délai global de paiement	9
10.4 - Paiement des cotraitants	9
11 - Conditions d'exécution des prestations	9
11.1 - Autorité du coordonnateur SPS	10
11.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS	10
11.3 - Obligations du coordonnateur SPS	11
11.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur	11
11.5 - Modifications techniques	12
11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations	12
11.7 - Achèvement de la mission	12
12 - Développement durable	12
13 - Constatation de l'exécution des prestations	12
13.1 - Vérifications	12
14 - Pénalités	13
14.1 - Pénalités de retard	13
14.2 - Autres pénalités spécifiques	13
15 - Assurances	13
16 - Résiliation du contrat	13
16.1 - Conditions de résiliation	13
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
17 - Règlement des litiges et langues	14
18 - Clauses complémentaires	14
19 - Clauses techniques particulières	15
20 - Dérogations	15

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, les stipulations du présent Cahier des clauses particulières concernent la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relative à l'opération de la catégorie II (phase conception et réalisation), au sens de l'article R.4532-31 du Code du travail.

Mission de CSPS niveau 2 pour une opération consistant au remplacement de la GBT, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère

Afin d'améliorer la performance thermique et énergétique du bâtiment de la Caf de l'Isère situé 3 rue des alliés à Grenoble, la Caf de l'Isère souhaite confier une mission de CSPS pour assurer les travaux suivants :

- Remplacement intégral de la GTB
- Mise en place de panneaux photovoltaïques
- Mise en place de bornes de recharges électriques sur 5% des places de stationnement et selon le descriptif du programme technique réalisé par l'Ucanss.

L'opération est principalement financée par la Cnaf, qui confirme sa participation après analyse du dossier d'avant-projet (APD).

Le budget des travaux est estimé à 600 000 € HT.

Les travaux seront réalisés en site occupé, toutes les mesures nécessaires devront être prises pour que ceux-ci ne puissent gêner les utilisateurs.

Les travaux sur le TGBT seront à prévoir les samedis. Le site ne pourra subir aucune coupure électrique durant les heures travaillées.

Lieu(x) d'exécution :

3 rue des alliés

38100 Grenoble

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le programme de l'opération
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Les pièces évoquées ci-dessus sont réputées déroger à toutes conditions de vente (générales, particulières, spéciales...) émises par le titulaire dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Toutefois, dans le cas où des conditions plus favorables aux intérêts du pouvoir adjudicateur, leur application reprendrait un caractère prioritaire.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre sera désigné ultérieurement.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Missions de base : APS - APD - PRO - ACT - EXE - DET - AOR
Missions complémentaires : OPC - SSI - DIA.

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.5 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique à minimas sont les suivantes et pourront évoluer selon la réglementation et l'évolution du projet :

L
LP
LE
STI
SEI
ATT HAND
AV
F
GTB
PS
PV
VIEL
CONSUEL

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseur au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, fichiers et décisions dont il aura la connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord cadre. Le titulaire s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents/informations/de données sur quelque support que ce soit à des tiers sans l'accord préalable de l'organisme. Le titulaire s'engage à restituer à l'organisme à l'issue de sa prestation ou en cas de résiliation, tous les documents cités sus cités ainsi que leur reproduction. Le non-respect de ces dispositions expose

les contrevenants à des poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre. En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent contrat

Laïcité et neutralité : Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Type	Mission(s)	Désignation détaillée
Conception	C05	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)
Conception	C06	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
Conception	C07	Ouverture du registre journal de coordination (RJ)
Réalisation	R03	Tenue à jour du registre journal de coordination
Réalisation	R07	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)
Réalisation	R08	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)
Réalisation	R16	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
Réalisation	R24	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage

Le CSPS devra transmettre un avis au moins mensuel en phase DET de la mission MOE.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les délais et dates prévisionnelles d'exécution sont les suivantes :

Intervention coordonnateur	Délai estimé
Conception	7 mois
Réalisation	15 mois

La durée prévisionnelle des travaux est estimée à environ 15 mois et la mission de la maîtrise d'œuvre (MOE) en phase conception est estimée à 15 mois du fait que certaines missions de la MOE doivent être soumis à validation auprès de la CNAF, principal financier de l'opération, et auprès de l'Ucanss, qui accompagne la maîtrise d'ouvrage dans ce programme.

En conséquence, votre mission démarrera à la phase PRO de la MOE pour réaliser le PGC. C'est pourquoi, un ordre de service sera notifié pour commencer ainsi votre mission de CSPS.

La mission s'achèvera à la remise du DIUO définitif.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Dans le cas où la durée effective des travaux serait supérieure à la durée estimée sans responsabilité du titulaire, ce dernier pourra prétendre à une rémunération supplémentaire. Cette dernière prendra la forme d'une modification de contrat (type avenant).

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le prix global forfaitaire comprend tous les éléments de mission/phase demandées pour réaliser l'opération de travaux et selon l'annexe de l'acte d'engagement. Ces prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de la prestation, les réunions ou visites à réaliser ainsi que la remise du livrable associé. Ils comprennent tous les frais afférents à l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à ladite mission, telles que la préparation, l'assistance, l'organisation de tous documents, les réunions, tous les frais de déplacement, d'hébergement et de repas inclus ou autres frais éventuels nécessaires à l'exécution des missions prévues au cahier des charges. Ces prix sont, par ailleurs, réputés tenir compte des sujétions induites par les prescriptions légales et réglementaires en vigueur à la date d'établissement du prix du présent marché.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 03/2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-3) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté

du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

Le calcul de la révision des prix est pris en charge **et à l'initiative du titulaire.** Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction de l'avancement des missions sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires,

hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;

Les demandes de paiement devront parvenir sur chorus pro

siret Caf Isère : 535 373 071 00015

ou à l'adresse suivante :

Caf de l'Isère

Pôle achats/marchés

3 Rue des Alliés

TSA 38429

38051 GRENOBLE CEDEX 9

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu par la Caf. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par courriel ou fax. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par la Caf, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

11 - Conditions d'exécution des prestations

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée

par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

11.1 - Autorité du coordonnateur SPS

En préalable, il est précisé que le coordonnateur a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité ainsi qu'au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit. Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

11.2 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux « Elément Avant Projet » et « Elément Projet » ;
- le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

Il remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) existants.

Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) et en particulier :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de

réserve ;

- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail ;
- par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du CCAG-Travaux.

Quant au maître d'œuvre, il doit communiquer au coordonnateur les mesures d'organisation générales du chantier. Il l'informe aussi de toutes les réunions auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle ne lui soit adressée. Le coordonnateur est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

11.3 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Registre journal au moins mensuel (en phase DET).

Plan Général de Coordination en matière SPS (en phase PRO)

DIUO (en phase AOR).

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

à demander auprès de la Caf de l'Isère à l'adresse achatspatrimoine@caf38.caf.fr.

Documents
Registre Journal
Plan Général de Coordination en matière de SPS

11.4 - Désignation de suppléants au coordonnateur

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions

suivantes :

- le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa à l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 15 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récuse également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 7 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

11.5 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.6 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

11.7 - Achèvement de la mission

L'intervention du coordonnateur s'achève à la remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

12 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Le pouvoir adjudicateur vérifie que les prestations exécutées, sont conformes aux prescriptions prévues aux cahiers des charges et à l'offre du titulaire.

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Le titulaire devra lors chaque passage et de réalisation lors de sa mission transmettre les pièces justificatives liées à sa mission à l'adresse suivante :

achatspatrimoine@caf38.caf.fr

ou à défaut joint à sa facture.

A défaut de pièces liées, les factures seront mises en instance de paiement.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par élément de mission ou des pièces liées à la mission, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 20,00 € assortie d'un montant minimum de 100,00 €, dès 48 h après la demande de la Caf ou de la date de réunion prévue.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

L'ensemble des pénalités prévu au présent cahier des charges s'applique dès le 1er euro et sans mise en demeure.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Absence aux réunions	Forfaitaire	100,00 €	par réunion (fixe (prévue à l'acte d'engagement) ou à la demande de la MOE ou Caf)

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 8 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise

en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution du marché, seul le tribunal du pouvoir adjudicateur est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Clauses complémentaires

Changement dans la situation des parties

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à la Caf de l'Isère tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

Tout changement de raison sociale ou dénomination sociale, de siège social ou de domicile, ou de compte à créditer doit être notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'autre partie.

Cette notification, lorsqu'elle est faite par le titulaire doit être appuyée selon le cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, et d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait du registre de commerce et des sociétés ou du registre du répertoire des métiers.

Dans l'hypothèse où le titulaire viendrait à disparaître par fusion avec une autre société, il est indiqué que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception par la Caf de l'Isère des documents énumérés ci-dessus.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, l'attributaire est informé que la Caf de l'Isère ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la Caf de l'Isère n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire se reconnaît lié par une stricte obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aurait connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter de façon absolue ces

obligations par son personnel. En cas de manquement à cet impératif, le marché serait, immédiatement résilié aux torts du titulaire, sans préjudice de poursuites civiles ou pénales que pourraient engager la Caf de l'Isère envers le titulaire fautif.»
Les clauses générales de vente ne s'appliquent pas à ce marché.

19 - Clauses techniques particulières

Il est précisé que le Moe réalisera une visite de chantier une fois par semaine au lancement de la phase travaux.

Le titulaire devra renseigner le nombre de visite minimum qu'il estime réaliser pour assurer sa mission, sans compter les visites où la MOE imposera la présence du CSPA, titulaire de ce marché.

Cette mention sera indiquée dans l'acte d'engagement.

20 - Dérogations

- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCP déroge à l'article 5.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 6.1 du CCP déroge à l'article 13.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles

Pôle achats et marchés de la Caf de l'Isère

Le 21/01/2026

Lu et approuvé (signature)